

Est-Ouest et d'accords pratiques de contrôle des armements, ainsi que la promotion du développement économique et de la stabilité politique dans le tiers monde. La Grande-Bretagne et le Canada sont les principaux soutiens d'un Commonwealth aujourd'hui multiracial. Étant tous deux des pays commerçants, nous partageons évidemment un objectif fondamental, celui de développer le commerce international.

Permettez-moi maintenant de traiter d'un aspect de nos relations économiques auquel Roy McMurtry accorde une grande importance, comme bon nombre d'entre vous le savez. À Londres, des institutions canadiennes - commerciales, financières et juridiques - sont bien représentées. M. Wain, la Chambre de commerce Canada-R.-U., dont vous êtes le Président, est l'un des éléments essentiels de cette présence. Ce groupe dynamique complète bien les activités du haut-commissariat du Canada et des représentants provinciaux.

À l'instar de ce qui s'est passé au Canada, nous constatons que les représentants canadiens à Londres travaillent de plus en plus en équipe. Nous qui sommes au gouvernement reconnaissons la valeur de l'appui et de la coopération plus marqués dont fait preuve le secteur privé canadien à Londres en vue de promouvoir les intérêts canadiens au-delà des objectifs des entreprises.

Toutefois, le haut-commissaire demeure convaincu que nous pouvons travailler davantage ensemble pour promouvoir énergiquement les intérêts canadiens et pour rehausser l'image du Canada au Royaume-Uni. M. McMurtry m'a indiqué que beaucoup citent en exemple nos amis du Commonwealth, les Australiens, qui font sans cesse preuve d'un dynamisme qui dépasse les objectifs propres aux entreprises, faisant, à chaque occasion possible, la promotion de leur pays. De toute évidence, nous vivons dans un monde très concurrentiel et le Canada se doit plus que jamais de faire preuve d'un esprit d'équipe, et ce, tout particulièrement en ce qui concerne la promotion de l'investissement.

Le climat de l'investissement au Canada s'est amélioré de façon spectaculaire. En remplaçant l'ancienne Agence d'examen de l'investissement étranger par Investissement Canada, nous avons créé un organisme public expressément chargé d'attirer de nouveaux investissements au Canada. Cette nouvelle politique est bien représentée ici aujourd'hui en la personne de M. Victor Clarke, conseiller en investissements bien connu qui a récemment quitté le secteur privé pour devenir notre premier conseiller en investissements en Europe. Vous pouvez le joindre à notre haut-commissariat à Grosvenor Square. Auriez-vous l'obligeance, M. Clarke, de vous lever et vous faire connaître?